

Initiatives ministérielles

serait plutôt aux gens qui s'intéressent à un groupe de revendication en particulier de financer ce groupe.

Le Programme de contestation judiciaire est un cas à part. Je suis content que mon collègue en ait parlé. Lorsque la charte a été adoptée, nous n'en connaissions pas toutes les conséquences sur le plan juridique. À mon avis, le gouvernement a eu tout à fait raison de prévoir des fonds pour aider les Canadiens qui pouvaient avoir des motifs légitimes de contester des décisions, y compris des décisions du gouvernement, en invoquant la charte afin de déterminer exactement quels sont les droits que leur confère cette charte. Je crois que c'était bon que ce programme soit financé par l'État pendant de nombreuses années. D'ailleurs, ce programme nous a donné de nombreuses décisions des tribunaux qui ont servi à clarifier la charte. Cependant, il vient un temps où le but visé est atteint, et ce genre de programmes gouvernementaux ne devraient pas être financés éternellement par l'État. Ils sont créés pour répondre à un besoin et, lorsque le but visé est atteint, ils ne devraient plus être financés par l'État, avec l'argent des contribuables.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, nous discutons aujourd'hui du projet de loi en vertu duquel le gouvernement demande à la Chambre l'autorisation d'emprunter. Combien les conservateurs veulent-ils emprunter? À mon avis, c'est le premier point à établir. Ils veulent 24,7 milliards de dollars. Je le signale pour que les Canadiens sachent de quoi il est question aujourd'hui.

Nous discutons afin de déterminer si nous devrions donner 24,7 milliards de dollars aux conservateurs. Il n'est pas nécessaire de discuter pendant 20 minutes pour répondre à cette question. La réponse est non. Le gouvernement n'a pas la confiance de la Chambre pour administrer les affaires du pays et, bien entendu, nous ne devrions pas l'encourager à continuer. Le gouvernement devrait se retirer et laisser la place à d'autres.

Le gouvernement a récemment déposé son budget. Il y annonce très peu de mesures.

[Français]

Il y a, par exemple, une mesure pour utiliser les fonds du Régime enregistré d'épargne-retraite pour l'achat d'une première maison. Je suis content qu'au moins, à cet égard-là, le gouvernement ait écouté le chef du Parti libéral et député de Beauséjour qui avait justement fait une telle suggestion. Alors, bravo! Les Conservateurs ont compris un peu.

Quelques jours auparavant, le gouvernement d'en face avait également permis de réduire le montant du dépôt initial sur l'achat d'une maison neuve. Encore une fois, bravo! Le gouvernement a écouté les suggestions du Parti

libéral. Je dois également souligner, monsieur le Président, le fait que le gouvernement se soit dit d'accord pour réduire de 75 millions les dépenses pour la publicité et les sondages—je devrais peut-être appeler cela de la propagande—mais quand même, je leur dis bravo, encore une fois! C'est une très bonne initiative. Mais il faut quand même se souvenir que l'an dernier, avec le Programme de prospérité ou l'Agenda de prospérité—c'est plutôt ainsi qu'on le nomme—du gouvernement d'en face, on avait déjà augmenté les dépenses de quelque 25 millions. Alors, il ne faudrait pas que les Canadiens et Canadiennes pensent que le gouvernement d'en face a redécouvert la vertu! Ce n'est pas tout à fait cela. Ils ont tout simplement réduit le montant d'excès qu'il y avait déjà dans le budget.

De plus, je suis heureux de savoir qu'enfin, on a compris l'importance d'encourager la production d'éthanol au pays. Là-dessus, je dois féliciter l'honorable député de Lambton—Middlesex qui demande au gouvernement des encouragements de ce genre depuis fort longtemps. Bon, c'est tout pour les éloges, monsieur le Président, parce que le reste, c'est moins drôle.

Plusieurs députés avaient demandé la création d'un programme de relance de l'économie canadienne. Le député d'en face qui a pris la parole il y a quelques instants nous disait que nous étions en train de sortir de la récession et que les choses allaient s'améliorer. Eh bien, je l'espère, monsieur le Président! Mais, j'ai devant moi un article, aujourd'hui, signé de Eric Beauchesne, journaliste de *Southam News*, qui, justement, nous fait part de quelques faits.

[Traduction]

L'article s'intitule «Une reprise complète dans cinq ans».

• (1330)

Voici ce que dit cet article: «Il faudra encore cinq ans avant que l'économie ne se soit complètement remise de la récession.» C'est ce que le ministère des Finances reconnaît discrètement dans les documents budgétaires. «Même si la lueur d'une reprise est terne, les documents budgétaires mentionnent aussi le risque d'une détérioration de la situation.» Cela veut dire que, si tout va bien, il nous faudra cinq ans pour nous sortir de la récession.

Le député de Glengarry—Prescott—Russell n'est certainement pas de cet avis. Ni une personne indépendante et objective, monsieur le Président. Non. Absolument pas. C'est ce que prétend le ministre des Finances, de l'autre côté. Il semble qu'il faudra cinq ans pour sortir de la récession si tout va bien. Autrement, la situation pourrait empirer.